

Thomas, Timothy L., ed. (1997) *The Politics of the City. A Canadian Perspective*. Toronto, ITP Nelson, 230 p. (ISBN 0-17-605597-5)

Denise Piché

Volume 42, Number 115, 1998

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/022734ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/022734ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)

1708-8968 (digital)

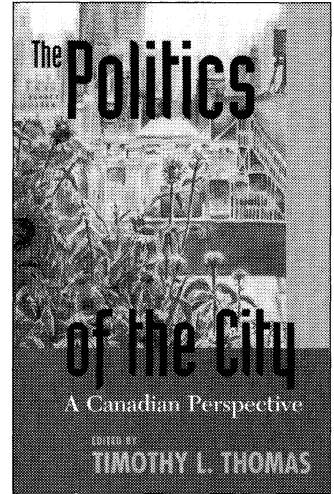
[Explore this journal](#)

Cite this review

Piché, D. (1998). Review of [Thomas, Timothy L., ed. (1997) *The Politics of the City. A Canadian Perspective*. Toronto, ITP Nelson, 230 p. (ISBN 0-17-605597-5)]. *Cahiers de géographie du Québec*, 42(115), 157–160.
<https://doi.org/10.7202/022734ar>

THOMAS, Timothy L., ed. (1997). *The Politics of the City. A Canadian Perspective*. Toronto, ITP Nelson, 230 p. (ISBN 0-17-605597-5)

Timothy Thomas réunit dans ce livre une collection de 15 articles sur le devenir des communautés locales au Canada dans une période de transformation (dégradation) accélérée des villes, de mondialisation des économies et de réduction des dépenses de l'État. On s'y penche en particulier sur l'émergence de nouveaux lieux de pouvoir dans les villes et donc sur la diversification des formes de l'engagement politique. On sent en filigrane, dans son intention éditoriale, une volonté de saisir les modes d'opération du «penser globalement, agir localement», qui rendent quasi caduques l'État national et les structures démocratiques traditionnelles, et une foi dans les multiples relations qui s'établissent entre des citoyens engagés dans leur milieu, là où se vit le quotidien.



Le livre est structuré en trois parties. Dans la première, qui cherche à établir une base contextuelle pour l'étude de la politique de la ville au Canada, Thomas réunit trois chapitres entre lesquels il est difficile d'établir des liens. Joshua Wolfe brosse un tableau rapide des transformations de l'espace physique de la ville d'après-guerre avec, d'une part, l'érosion des espaces publics urbains et la naissance de nouveaux types d'espaces semi-privés et semi-publics (ex. les centres commerciaux) et, d'autre part, l'assaut du développement, autoroutier notamment, sur les quartiers, contre lequel se sont mobilisés de nombreux citoyens. Heather Nicol passe en revue plusieurs des transformations du cadre législatif et des intentions politiques qui ont créé, puis modifié les gouvernements municipaux au Canada depuis le milieu du XIX^e siècle. Enfin, Judith Garber explique que s'il est difficile de dégager de la recherche une vision unifiée de la politique de la ville au Canada, c'est qu'elle a été étudiée selon trois grandes perspectives plutôt étanches: le «*local government framework*», centré sur l'organisation formelle des gouvernements municipaux; le «*urban politics framework*» intéressé à la place de la ville dans son contexte économique et politique; le «*social movements framework*» orienté vers l'examen des mouvements sociaux et de la culture urbaine. L'auteure montre aussi comment, face aux enjeux urbains contemporains (nouvelle gouvernance urbaine; autonomie des villes et restructuration économique; interface entre mouvements sociaux mondiaux et politique locale), et avec le développement de la multidisciplinarité, ces cadres de recherche tendent maintenant à converger.

La deuxième section du livre présente six études de cas de nouvelles dynamiques urbaines et de nouveaux lieux de pouvoir dans la ville. Sont tour à tour traités: les luttes environnementales à Toronto, particulièrement en matière de transport et de réappropriation collective des rivières (Andrew Molloy); la police communautaire (Clifford Shearing); l'immigration, la diversité culturelle et l'accès aux

ressources et aux pouvoirs locaux à Vancouver (Yasmeen Abu-Laban); le rôle des élites d'affaires dans le développement de Montréal (Bernard Roy); les femmes et la ville (Chantal Maillé); la montée des communautés gais et lesbiennes comme agents de transformation de la scène locale, en particulier à Toronto (Neil Thomlinson). L'article de Shearing m'a semblé le plus intéressant pour les liens théoriques qu'il tisse entre la montée des polices communautaire et privée et le néolibéralisme ambiant.

Avec six lectures du devenir de la politique locale dans un contexte de mondialisation, la troisième section constitue le cœur du livre. D'entrée de jeu, Caroline Andrew et Frances Frisken confrontent les scénarios optimiste et pessimiste. Le premier veut que la mondialisation ouvre de nouveaux espaces politiques pour les acteurs locaux, notamment avec l'affaiblissement de l'État central, et que les gouvernements municipaux soient les plus aptes à répondre aux besoins des citoyens, les plus ouverts à l'innovation et les plus perméables aux relations avec la société civile. Le second croit plutôt que les gouvernements municipaux sont au contraire conservateurs parce que liés, par leurs sources de revenu, aux forces réactionnaires des élites possédantes, et parce qu'ils sont encadrés par les gouvernements provinciaux où domine un agenda néolibéral; certains pensent aussi que l'État-providence (*welfare state*), qui résulterait d'un contrat social entre la classe ouvrière et l'État, serait difficilement renégociable au niveau local. Entre ces extrêmes, Andrew avance qu'il y a place pour un examen lucide et tout en nuances de la capacité d'agir des gouvernements municipaux et de la société civil. C'est un peu le défi que relèvent ensemble les six auteurs, puisqu'on discerne à travers leurs propos conjugués un bilan des forces qui redessinent aujourd'hui la *gouvernance* des villes.

Andrew se fait observatrice de la scène urbaine canadienne. Elle rappelle qu'au XX^e siècle les gouvernements municipaux ont été vidés de leur substance par la provincialisation des programmes sociaux et par leur dépendance financière accrue à l'égard des gouvernements supérieurs; qu'ils se sont concentrés sur la gestion et le développement de la propriété privée, la taxe foncière étant leur principale source de revenu; et qu'ils ont tendance à répondre aujourd'hui au retrait de l'État par leur propre exercice de restructuration budgétaire. Elle constate toutefois que les provinces cherchent présentement à donner plus d'autonomie aux municipalités, que ces dernières adoptent un rôle plus actif dans le développement économique, qu'elles sont le lieu de coalitions et de partenariats entre des acteurs de plus en plus diversifiés. La qualité de vie étant désormais considérée comme un atout dans la compétition interurbaine pour les investissements, elle peut rallier les acteurs locaux au lieu de les diviser entre promoteurs du développement et défenseurs du cadre de vie. La politologue ajoute que, si le potentiel progressiste de la société civile connaît toujours des difficultés à se réaliser sur la scène locale en comparaison à l'influence qu'y exerce le monde des affaires, l'action des groupes locaux n'en est pas moins souvent renforcée par des alliances de plus en plus fréquentes avec des élus et des fonctionnaires municipaux qui partagent leurs idéaux, ainsi que par leur insertion au sein de mouvements sociaux mondiaux: l'auteure cite en exemple quelques actions progressistes de villes canadiennes à l'égard des rapports sociaux de sexe, de classe et d'appartenance culturelle.

Dans le chapitre suivant, après avoir décrit la complexité de l'appareil institutionnel et procédural qui régit les relations entre provinces et municipalités en contexte canadien, Frisken examine comment les grands objectifs qui ont présidé au façonnement et à l'évolution de ce cadre se sont concrétisés. En conclusion, elle est beaucoup moins optimiste qu'Andrew à l'égard du potentiel progressiste des municipalités. Toutefois, son jugement ne repose pas tant sur son analyse des contraintes de juridiction et des contraintes politiques imposées aux municipalités par ce cadre, qui somme toute se prête bien à des influences réciproques entre niveaux de gouvernement et qui laisse à chacun une bonne capacité d'agir et d'innover, que sur la manière dont ces contraintes sont jouées et déjouées au plan politique par des acteurs évoluant dans des villes aux caractéristiques sociales et économiques fort variées. C'est la seule contribution à inclure dans son argumentation une perspective géographique: l'appui aux politiques sociales et environnementales ainsi qu'aux mesures innovatrices de redistribution de la richesse est compromis dans un contexte où, d'une part, le poids politique des villes-centres, haut lieu de l'activisme social, est en déclin au profit des villes de banlieue habitées par la classe moyenne et où, d'autre part, les citoyens et entreprises mécontents de taxes trop élevées et de politiques dérangeantes peuvent facilement voter avec leurs pieds. Frisken conclut que le transfert des responsabilités vers les villes risque de renforcer la poursuite d'un programme politique conservateur, bien adapté aux communautés homogènes de la banlieue.

Trois auteurs associent le renouveau de la politique de la ville aux mouvements sociaux et à l'engagement direct des citoyens dans les affaires de la cité. Après avoir proposé un plan ou un modèle pour juger de la vigueur de la citoyenneté et de la légitimité politique, Scott Evans évalue que les commissions, les groupes de travail, les régies régionales, les conseils qui se multiplient, tout comme les associations volontaires de citoyens qui prennent en charge leurs intérêts et la réponse aux besoins de collectivités, sont autant de lieux d'exercice de la démocratie. Contrairement à d'autres, Evans ne croit pas qu'il faille s'inquiéter de la fragmentation des lieux politiques qui découlent d'une telle multiplication des lieux de pouvoir puisqu'elle a comme corollaires l'exercice de la citoyenneté et l'expérience intime et personnelle de la solidarité. Timothy Thomas s'inscrit dans la même ligne de pensée. Loin de voir dans l'action urbaine d'une génération jeune, éduquée et engagée socialement l'expression d'un rapport de classe au service d'objectifs politiques conservateurs, l'auteur l'associe plutôt à une forme de démocratie libertaire de gauche bien adaptée à la résolution locale de problèmes globaux. L'auteur se demande si de tels modèles de mobilisation peuvent, sans être dénaturés, donner naissance à des partis politiques locaux, comme ce fut le cas en Allemagne avec les Verts. Son examen des incursions politiques de coalitions de citoyens et de groupes sociaux à Winnipeg, à Vancouver et à Montréal amène l'auteur à conclure que la démocratie de participation n'est pas facilement compatible avec la politique formelle, mais qu'elle peut tout de même amener des changements progressistes dans les programmes politiques. Dans le dernier article du livre, qui prend la forme d'un témoignage, David Cameron parle très simplement de l'engagement bien concret de citoyens dans un organisme de services directs aux sans-abri. Il laisse entendre qu'il faut beaucoup de cynisme pour voir dans de tels lieux de communication et de solidarité un simple pansement palliatif au défaut

de l'État ou encore l'expression d'une charité privée fondée sur des rapports de classe.

Enfin, dans un chapitre trop court au regard d'un sujet ambitieux, Harold Chorney s'attaque aux postulats du discours économique sur la mondialisation et à la politique monétariste du gouvernement et de la Banque du Canada qui ont des conséquences dramatiques en matière de chômage. Selon lui, faute d'un revirement dans la politique fédérale, les communautés locales peuvent adopter des mesures pour contrôler localement les échanges économiques et pour développer l'emploi. Bien des lecteurs et lectrices regretteront cependant que l'auteur se contente d'en nommer quelques-unes (par exemple *local exchange trading system*, *ITHACA money system*) sans les expliquer.

On aura compris que le titre du livre ne correspond pas exactement à son contenu car l'ensemble ne rend pas compte de toute la complexité de la politique de la ville en contexte canadien. Deux tiers des contributions s'inscrivent principalement dans la perspective des mouvements sociaux décrite par Garber. De larges pans de la politique de la ville sont ainsi à peine esquissés: par exemple, on y parle très peu de la recherche active de nouveaux équilibres dans les structures formelles locales et régionales; on n'aborde qu'indirectement la reconfiguration de l'échiquier politique des villes qui cherchent à se tailler une place dans la nouvelle économie mondiale; et les nouveaux rapports (souvent appelés partenariats) entre niveaux de gouvernement, intérêts privés et mouvements sociaux et communautaires ne sont pas systématiquement traités. Il ne se dégage donc pas de portrait d'ensemble des régimes urbains actuels ni des nouvelles formes de *gouvernance* qui résultent d'alliances et de confrontations entre organisations formelles et informelles dans des contextes variés. Une courte phrase un peu perdue dans l'introduction de Thomas cerne mieux l'orientation du livre telle que je la décrivais plus haut: «*The book will address such concerns in its various chapters [l'éditeur en a déjà nommé plusieurs], although its principal goal will be to debate the potential of community politics – what it is, why it is, and what it will become*» (p. xv). Bien qu'il y manque une solide introduction à ce qu'est la «*community politics*», les lecteurs y trouveront un matériel intéressant sur son pourquoi et son devenir, et en particulier sur l'exercice de la citoyenneté dans de «nouveaux» lieux de pouvoir urbains. Comme c'est le cas de nombreux ouvrages collectifs, ce livre ne propose pas de véritable état de la question: il s'agit d'un ouvrage de référence sur des travaux en cours, le type d'ouvrage qui stimule les échanges et les comparaisons préalables à toute nouvelle synthèse.

En aparté, je veux souligner qu'il est difficile de rendre le sens exact de termes qui sont au centre de ce livre, comme «*politics of the city*» et «*community politics*». Ces termes et l'omniprésence de la «*community*» dans le discours social et politique des anglophones ne révèlent-ils pas des différences profondes dans nos conceptions de la cité?

Denise Piché
École d'architecture
Université Laval